
Les premières sociétés de géographie (Paris, Berlin, Londres)

Entre coopération universaliste et concurrence nationale (1820-1860)

As primeiras sociedades de geografia (Paris, Berlim, Londres): entre a cooperação
universalista e a concorrência nacional (1820-1860)

The first geographical society (Paris, Berlin, London): between universalist
cooperation and national competition (1820-1860)

Las primeras sociedades geográficas: entre la cooperación universalista (París,
Berlín, Londres), y la competencia nacional (1820-1860)

Laura Péaud



Édition électronique

URL : <http://terrabrasilis.revues.org/1394>

DOI : 10.4000/terrabrasilis.1394

ISSN : 2316-7793

Éditeur :

Laboratório de Geografia Política -
Universidade de São Paulo, Rede Brasileira
de História da Geografia e Geografia
Histórica

Référence électronique

Laura Péaud, « Les premières sociétés de géographie (Paris, Berlin, Londres) », *Terra Brasilis (Nova Série)* [En ligne], 5 | 2015, mis en ligne le 17 décembre 2015, consulté le 30 septembre 2016. URL :
<http://terrabrasilis.revues.org/1394> ; DOI : 10.4000/terrabrasilis.1394

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.

© Rede Brasileira de História da Geografia e Geografia Histórica

Les premières sociétés de géographie (Paris, Berlin, Londres)

Entre coopération universaliste et concurrence nationale (1820-1860)

As primeiras sociedades de geografia (Paris, Berlim, Londres): entre a cooperação universalista e a concorrência nacional (1820-1860)

The first geographical society (Paris, Berlin, London): between universalist cooperation and national competition (1820-1860)

Las primeras sociedades geográficas: entre la cooperación universalista (París, Berlín, Londres), y la competencia nacional (1820-1860)

Laura Péaud

Introduction :

¹ À partir des années 1810-1820, un mouvement visant à renforcer la place des savoirs géographiques dans le paysage scientifique européen s'affirme très nettement. Ceux qui se définissent alors comme géographes appellent de leurs vœux la constitution d'un corps disciplinaire, à l'instar de Conrad Malte-Brun qui dès 1807 dans les *Annales des Voyages, de la Géographie et de l'Histoire* se fait le héraut de la disciplinarisation géographique :

Enfin, il est temps qu'à l'exemple de l'Histoire naturelle, de la Chimie et de la Médecine, les Sciences Géographiques possèdent un dépôt où les hommes voués à ce genre d'études, puissent consigner en commun des travaux qui tendent au même but, discuter les difficultés qui les arrêtent, faire un échange continu de lumières et de Découvertes, et surtout répondre de plus en plus le goût de ces Connaissances, en offrant aux gens du monde une variété agréable de ces petits morceaux où l'instruction se cache sous l'attrait d'un tableau neuf et piquant. (

² XE

³ Malte-Brun

4 L'ambition affichée est alors celle de l'autonomie disciplinaire. Ce mouvement se renforce véritablement à partir des années 1820 et 1830. Pour y parvenir, la grande affaire de la période consiste à se doter de lieux de production, de concentration et de diffusion des savoirs géographiques, symbolisant matériellement la volonté d'édifier le nouveau champ disciplinaire. Cette institutionnalisation passe par la fondation de sociétés de géographie, chargées de soutenir et de représenter ce projet. Trois principales apparaissent au cours de la décennie 1820 : à Paris en 1821, à Berlin en 1828 et à Londres en 1830. À ces sociétés sont associés d'autres lieux soutenant l'affirmation de la géographie (bibliothèques, géoramas et surtout cartothèques), mais ce sont bien elles qui doivent fonctionner comme les « hauts lieux » du savoir géographique (Debarbieux, 1993). Ces sociétés s'institutionnalisent sur des bases universalistes, héritées des Lumières et du siècle précédent : l'objectif étant, en dépit de la spécialisation disciplinaire, de parvenir à maintenir ou à recréer l'idéal de la République des Lettres. Pourtant, cette intention initiale est rapidement battue en brèche par la récupération ou l'influence politique que l'on peut mesurer dans le fonctionnement institutionnel de ces lieux, mais également dans les modalités de production des savoirs géographiques qu'elles diffusent et donnent à lire. Alors même que ces sociétés sont érigées dans une perspective universaliste et humaniste, elles deviennent progressivement, dans la première moitié du XIXe siècle, des lieux d'affirmation des puissances nationales. Ce faisant, les savoirs géographiques produits et diffusés par ces sociétés se colorent des attendus des acteurs politiques et connaissent une certaine nationalisation, que ce soit en termes de méthodologie, de périmètres d'objets considérés ou bien d'idéologisation des discours.

5 En m'appuyant sur l'approche et la problématique des savoirs situés et, plus généralement, sur les apports du *spatial turn* en histoire des sciences (dans les sphères françaises (Besse, 2003, 2004 ; Clerc, 2012 ; Jacob, 1992, 2007, 2011, 2014 ; Singaravélo, 2008), allemandes (Schröder, 2011) ou britanniques (Livingstone, 2003 ; Livingstone et Withers, 1999, 2005)), cet article vise à saisir la tension à l'œuvre lors des fondations des premières sociétés de géographie, entre élan universaliste et tentation nationale. A partir de sources variées (bulletins des sociétés, correspondances épistolaires, ouvrages), il propose une analyse comparatiste entre trois sphères (France, Prusse, Grande-Bretagne) sur la période 1820-1860. Il montrera que les sociétés promeuvent une réelle dynamique transnationale et universaliste, mais que cet élan initial est contre-carré par une importance grandissante de l'échelon national dans le fonctionnement institutionnel, qui conduit à une progressive mais nette nationalisation des savoirs géographiques durant la période 1820-1860.

I – S'inscrire dans une dynamique transnationale et universaliste

6 Les premières sociétés sont tout d'abord érigées en vue de deux objectifs précis, partagés par les trois sphères parisienne, berlinoise et londonienne : d'une part, offrir à la géographie une tribune institutionnelle, symbole de son autonomie disciplinaire en construction ; d'autre part, permettre une circulation aisée et transnationale, universaliste, des savoirs produits.

A) Construire des hauts lieux de la géographie

- 7 En dépit de contextes de fondation différenciés, les trois sociétés, dans leur matérialité même, représentent ce que B. Debarbieux appelle des « lieux de condensation » (2010 : 28) pour les savoirs géographiques. Elles doivent fonctionner comme des hauts lieux à la fois pour le collectif géographique en construction et doivent permettre d'améliorer la circulation des savoirs géographiques. La lecture des statuts des trois associations fait apparaître un premier point commun : fonder un collectif, rassembler toutes les forces vives pour participer à l'édification d'un champ disciplinaire solide et légitime. C'est par exemple le sens de la lettre adressée par Barbié du Bocage, Fourier, Jomard, Langlès, Letronne, Malte-Brun, Rossel, Walckenaer le 7 novembre 1821 au Roi Louis XVIII, qui paraît dans le premier *Bulletin* :

L'article 3 du même règlement porte que les personnes qui se sont déclarées Souscripteurs jusqu'à la nomination de la Commission Centrale, forment la Société de Géographie.

Tous ceux qui veulent concourir au but que se propose la Société, qui veulent participer à ses travaux, et qui partagent les espérances qu'elle a conçues dans le zèle et les lumières des Hommes éclairés de toute l'Europe, sont prévenus que la Société se réunira le 15 décembre prochain, à huit heures du soir, dans une des salles de l'Hôtel de Ville, pour se constituer définitivement en nommant, aux termes de son Règlement, son Bureau et sa Commission centrale. (*Bulletin de la Société de Géographie de Paris*¹, 1822 (S1, T1) : 2-3)

- 8 Bien que cet aspect soit très important, l'enjeu principal n'est bien sûr pas d'offrir un lieu de sociabilité. L'objectif central réside surtout dans le fait de permettre la production et la diffusion de savoirs géographiques, et de les valoriser dans la circulation scientifique générale. Cela transparaît de manière équivalente dans les statuts des trois sociétés :

Article 1 : La Société est instituée pour concourir aux progrès de la Géographie ; elle fait entreprendre des Voyages dans les contrées inconnues ; elle propose et décerne des prix ; établit une correspondance avec les Sociétés savantes, les Voyageurs et les Géographes ; publie des relations inédites ainsi que des ouvrages, et fait graver des cartes. (BSGP : 1822 (S1, T1) : 3)

Artikel 1 - Der Zweck der Gesellschaft ist Beförderung der Erdkunde, im weitesten Sinne des Worts, durch freie Mittheilung. (*Bulletin de la Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*², 1833 (S1, T1) : NP)³

It was submitted that, among the numerous literary and scientific societies established in the British metropolis, one was still wanting to complete the circle of scientific institutions, whose sole objects should be the promotion and diffusion of that most important and entertaining branch of knowledge, Geography. / That a new and useful Society might therefore be formed, under the name of The Geographical Society of London. / That the interest excited by its department of science is universally felt ; that its advantages are of the first importance to mankind in general, and paramount to the welfare of a maritime nation like Great Britain, with its numerous and extensive foreign possessions. (*Bulletin de la Royal Geographical Society of London*, 1831, T1 : viii)⁴

- 9 L'enjeu de ces trois sociétés est donc, de manière commune, de participer au développement des savoirs géographiques, dont la place est encore mal-assurée dans le champ général des sciences.

B) Recréer la République des Lettres

10 Pour parvenir au but fixé, les modalités de la production et de la circulation des savoirs géographiques sont pensées par les membres des sociétés comme devant relever d'une logique universaliste et de collaboration. C'est en effet dans l'idée d'une libre et universelle circulation des savoirs, dans l'esprit de la *Respublica Literaria* que sont fondées les sociétés de géographie : celles-ci devant alors servir de pivot ou de relais dans le réseau des savoirs géographiques.

11 Dans cette perspective, elles développent des stratégies de coopération. La collaboration se fait à plusieurs échelles. Ce la se traduit tout d'abord par la mise en place de circulations entre elles, à travers la création de réseaux de correspondances denses, ou par l'échange d'informations ou de matériel (livres, cartes, etc.). Ensuite, la collaboration fonctionne aussi avec d'autres sociétés savantes, grâce auxquelles elles élargissent le champ de collecte des informations et avec lesquelles elles engagent des débats. Enfin, les trois jeunes sociétés sollicitent tout individu prêt à collaborer à leur entreprise, en utilisant le médium épistolaire tout autour du monde (via le corps diplomatique, les voyageurs, les commerçants, etc.). Cette idée est rappelée par les fondateurs de la société de Paris par exemple dès 1821 :

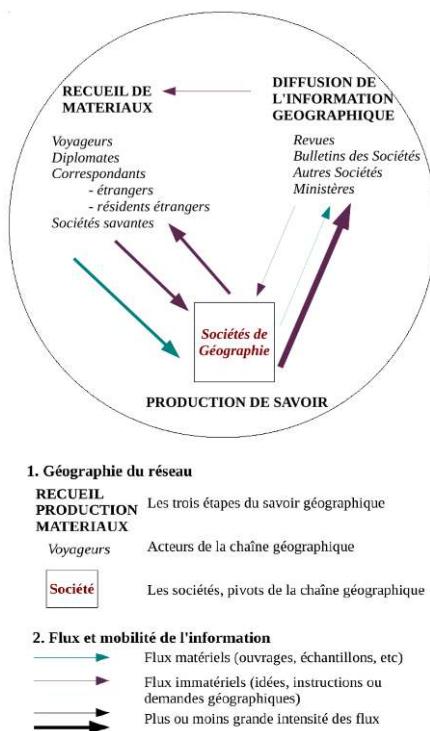
Après avoir organisé le concours, la commission a pensé que le travail le plus urgent était de former des correspondances avec les savans (sic) et les Sociétés savantes, de répandre dans les provinces et dans l'étranger, nos réglements (sic), nos programmes et nos bulletins, afin de propager, par tous les moyens, la publicité de nos entreprises. C'est la section de correspondance, qui, sous la présidence de M. de

12 Humboldt

Humboldt, a dirigé ce travail aussi aride que nécessaire, dont M. le baron de Féruccac a tracé le vaste plan. (BSGP, 1822 (T1, S1) : 3)

13 Ainsi, par cet esprit coopératif et universaliste, les sociétés de géographie tissent un réseau très dense de relations à plusieurs échelles qui englobe l'espace mondial, que l'on peut représenter de la manière suivante (figure 1) :

Figure 1 : Les sociétés de géographie, pivots de la chaîne d'information géographique (Réalisation : Laura Péaud, 2014).



14 Une première remarque peut venir nuancer l'idée de circulation universelle : le fait que les sociétés chacune se pensent au centre du réseau qu'elles organisent et gèrent. Une remarque de Barbié du Bocage permet de mettre cet élément en avant :

La Société que vous formez doit être le point central d'où partiront les instructions qui seront données aux voyageurs, aux marins et aux négocians (sic) ; elle correspondra avec eux et leur donnera, autant qu'il sera en elle, les moyens de profiter de leurs voyages ; elle les guidera en quelque façon comme la colonne de feu conduisait les Israélites dans le désert ; elle leur indiquera le chemin qu'ils auront à tenir, et leur signalera les dangers qu'ils auront à éviter. La Société, à son tour, profitera de leurs découvertes ; elle sera instruite de leurs courses, les annoncera au monde savant, en fera connaître les résultats utiles, et pourra se féliciter d'avoir agrandi, par ses soins, le cercle de nos connaissances. (BSGP, 1822 (S1, T1) : 9)

15 Cette citation, dont on retrouve des équivalents à Londres et à Berlin, questionne le positionnement réel des sociétés et relativise l'exigence de collaboration : n'est-ce pas plutôt sur le mode de la concurrence que les sociétés interagissent entre elles ?

II – L'importance de l'échelon national dans le fonctionnement institutionnel

16 Si, en apparence, les trois sociétés sont organisées sur le même modèle, leur inscription dans des espaces politiques et culturels distincts donne à voir des modalités de fonctionnement particulières. En effet, chaque société se positionne avant tout dans son cadre étatique, au niveau national.

A) Des flux nationalement orientés

¹⁷ Tout d'abord, l'examen des flux qui animent ces trois hauts-lieux révèle une orientation nationale très forte. La cartographie des échanges (épistolaire, échange d'ouvrages, circulation des hommes) fait apparaître une géographie de la production des savoirs géographiques nationalisée. Les figures suivantes, représentant les flux entrant dans les sociétés de géographie, révèlent plusieurs éléments intéressantes (figures 2, 3 et 4⁵).

Figure 2 : Flux et échanges d'informations vers la *Royal Geographical Society* vers 1840 (Réalisation : Laura Péaud, 2014)

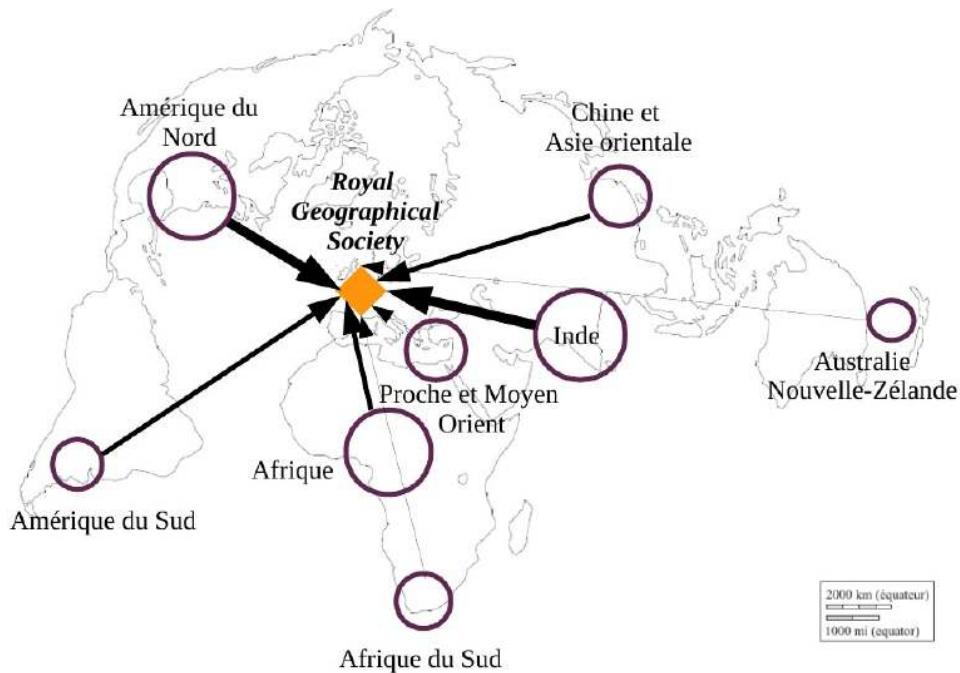


Figure 3 : Flux et échanges d'informations vers la Société de Géographie de Paris vers 1840
(Réalisation : Laura Péaud, 2014)

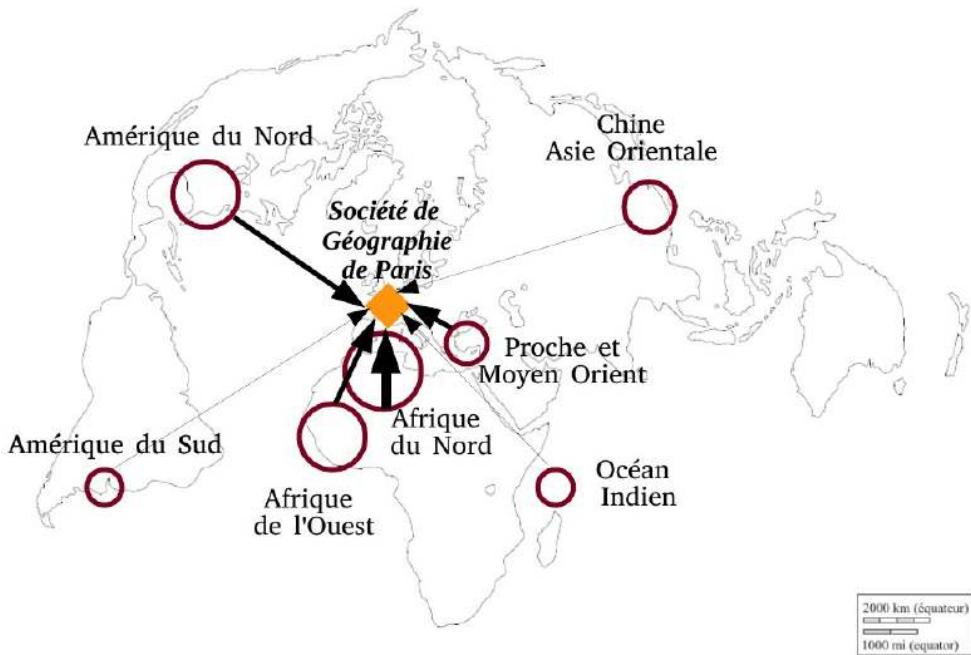
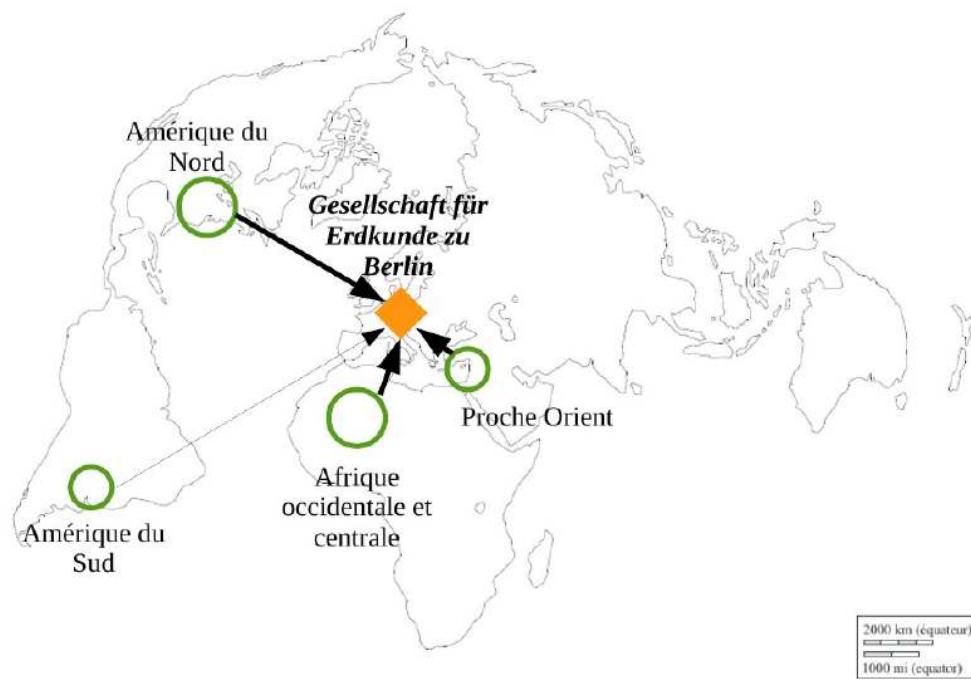
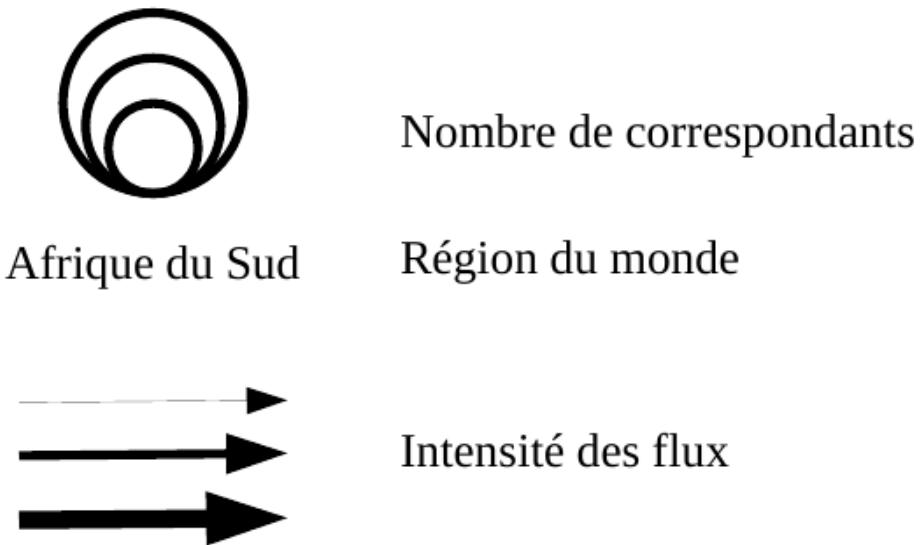


Figure 4 : Flux et échanges d'informations vers la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* (Réalisation : Laura Péaud, 2014)



Conventions



¹⁸ Tout d'abord, il apparaît que chaque société possède sa propre géographie de circulation des savoirs. Alors qu'elles proclament toutes la nécessité d'une circulation universelle et de savoirs géographiques devant couvrir l'ensemble du monde, les flux en direction des sociétés semblent non pas répondre à cette injonction, mais au contraire orientés en fonction des sphères d'intérêt politiques, économiques et coloniales des États français, britanniques et prussiens. Il n'y a donc pas de recouvrement évident entre les logiques des trois sociétés, au contraire de ce que les déclarations initiales laissaient penser. Au contraire, chacune s'inscrit dans des sphères particulières et dessine ainsi des territoires de circulation du savoir géographique qui sont nationalisées. Ce qui est vrai pour l'année 1840 va de plus en s'accentuant au milieu du XIXe siècle.

¹⁹ En dépit des déclarations d'universalité, les sociétés s'inscrivent ainsi dans des territoires nationaux qu'elles contribuent à renforcer et à structurer, en les différenciant. Elles fonctionnent comme lieux de condensation (Debarbieux, 2010) mais à l'échelle nationale et pas universelle, comme elles l'annoncent pourtant dans leurs statuts fondateurs. Cela laisse entendre également que les sociétés sont engagées dans des stratégies, non de coopération dans le but de faire progresser la science et les savoirs géographiques, mais plutôt de concurrence : chacune d'elle cherchant, dans ses propres circuits, à alimenter son flux de nouveautés.

B) Une concurrence pour le savoir géographique : l'épisode de Tombouctou

²⁰ Cette première analyse, à travers les flux qui animent les sociétés, est redoublée par quelques épisodes emblématiques, qui renforcent l'idée d'un fonctionnement sur le mode de la concurrence. Un des plus emblématiques moment d'opposition entre les sociétés a lieu en 1828 et met en jeu la Royal Geographical Society et la Société de Géographie de Paris autour de la ville de Tombouctou.

21 Entre Anglais et Français, la découverte de Tombouctou par leurs champions respectifs, Laing et Caillé, donne en effet lieu à un vif débat. Pendant quelques années, de 1828 au début des années 1830, chaque rive de la Manche se bat pour voir accepter la reconnaissance de la ville par le ressortissant de leur pays. En novembre 1828, la société parisienne publie, via les lettres du consul Delaporte à Tanger, les informations envoyées par Caillé depuis l'Afrique et en particulier depuis Tombouctou et décide de lui accorder une assistance financière, au regard des avancées que son voyage a permises. À partir de là, les relations avec la Grande-Bretagne se tendent. La société parisienne se vante des succès de Caillé, allant jusqu'à affirmer le caractère premier de sa découverte, alors que les Anglais rétorquent par l'exploit du major John Laing, parvenu dans cette même ville en 1826. Fin novembre 1828, John Barrow fait parvenir une lettre à Jomard dans laquelle il entend bien rétablir la vérité :

Loin de moi de concevoir la pensée de diminuer le mérité de ce voyageur entreprenant et aventureux, ou de blâmer le juste orgueil qu'il doit ressentir pour avoir donné à sa tentative une heureuse issue ; mais la justice qui est due à la mémoire d'un autre voyageur, qui a péri par la main barbare d'un assassin, exige que je vous expose, Monsieur, que M. Caillé n'est pas le seul Européen qui a visité Tombuctou (sic), ni le premier.

Feu le major Laing est celui qui a mis le premier les pieds dans Tombuctou, et je vais vous le montrer par l'autorité la plus irrécusable, sa propre signature, et par celle de son serviteur, qui est maintenant à Tripoli. (BSGP, 1828 (S1, T10) : 230-231)

22 Le mot « orgueil » est d'ailleurs lâché, et même s'il est écrit en direction de Caillé, c'est bien la question principale ici. Ce qui compte ici n'est pas que Caillé comme Laing aient contribué tout deux à éclaircir de grands et anciens questionnements géographiques, mais qu'une nation puisse se prévaloir d'un inédit géographique. La réponse de Jomard déplace le problème, de manière à assurer aussi à la France sa ration de succès :

Personne moins que moi n'est accessible aux idées exclusives de nationalité, et c'est aussi dans l'intérêt général de l'humanité que je suis dévoué à la cause des sciences et de leurs progrès indéfinis. Je me serais donc réjoui sincèrement de signaler en France le retour et les succès du major Laing, ainsi que j'ai été assez heureux pour le faire à l'arrivée du capitaine Clapperton et du major Denham. (...)

Maintenant, Monsieur, voici les propres expressions qui sont l'objet de votre réclamation : « Il est le seul Européen (M. Auguste Caillé), qui soit parvenu jusqu'à ce jour à terminer avec succès une entreprise dans laquelle ont succombé tant de courageux voyageurs. »

Vous voyez, Monsieur, qu'il s'agit de l'heureux retour du voyageur dans sa patrie, et non pas de la découverte de Tombuctou. On ne lui fait pas le mérité d'y être allé le premier. (ibid. : 232-232)

23 Jomard, sous couvert de reconnaître la valeur de l'exploit de Laing, il n'en dépose pas moins son champion sur un piédestal. Chaque société veut se voir reconnaître la primauté de son voyageur, pour voir briller l'aura nationale.

24 C'est donc bien une logique concurrentielle qui se met en œuvre, confirmée par quelques épisodes emblématiques. Celui que l'on pourrait intituler « la lutte pour Tombouctou » en est un des plus marquants : à travers cet exemple, on s'aperçoit les sociétés et leurs acteurs, les géographes, les voyageurs participent à la politique de renforcement national et, ce faisant, entretiennent le jeu des acteurs politiques.

C) Des liens de proximité avec le politique

- 25 Cette participation à la construction nationale s'appuie de plus sur des liens de connivence de plus en plus affirmés avec la sphère du politique. Ces liens s'expriment à la fois spatialement et sociologiquement.
- 26 Tout d'abord, en considérant l'échelle nationale, il est tout à fait remarquable de noter que ce sont les capitales politiques qui captent les sociétés de géographie. Dans un article intitulé « London, Paris, Berlin. Drei wissenschaftliche Zentren des frühen 19. Jahrhunderts im Vergleich », Marc Schalenberg et Rüdiger vom Bruch posent la question de la domination sans partage des villes dans le processus scientifique, mais surtout des capitales (2004). Les deux questions liminaires qu'ils se posent, Ist Wissenschaft auf einen städtischen Kontext angewiesen ? Oder ist sie eher eine freie Schöpfung des Geistes, deren Experimente, Texte une Theorien zwar an bestimmten Orten in die Welt kommen, doch ohne eine kausale Abhängigkeit von diesen ?⁶ (Schenberg et vom Bruch, 2004 : 681)
- 27 ils apportent une réponse sans appel : l'environnement urbain, et encore plus métropolitain et capital, influence nettement les modalités de production scientifique. Ils soulignent l'antériorité historique du rôle majeur des villes de Paris, Berlin et Londres dans la promotion et la fondation d'outils du savoir, et parlent pour ces trois capitales de *Wissenschaftmetropole* (*ibid.* : 682), métropoles scientifiques, qui règnent sur l'espace national. Bien sûr, le rayonnement de chacune d'elles diffère, Berlin étant bien en retrait des deux autres au niveau européen. Elles n'en gardent pas moins le statut de *primus inter pares* à l'échelle nationale.
- 28 Allant plus loin, on peut aussi considérer que la localisation des lieux de savoir géographiques au sein des capitales n'est pas fortuite et pas seulement le signe d'une hiérarchie nationale des lieux de savoir, mais constituerait l'indice d'une politisation de ces mêmes lieux. En cartographiant les lieux du pouvoir et ceux des savoirs géographiques pour ces trois villes, plusieurs traits communs apparaissent dans l'organisation spatiale du savoir. Toutes choses étant égales par ailleurs, des axes du pouvoir et du savoir ressortent de ces trois cartes. Ces axes sont situés dans les quartiers historiques et centraux de la ville : c'est tout à fait visible à Berlin et Paris, un peu moins à Londres où un nouvel axe apparaît au nord-ouest de la *City*. Une concentration de hauts lieux du pouvoir et du savoir s'observe le long d'axes représentant la centralité autant historique que géographique des capitales. Les hauts lieux dédiés aux savoirs géographiques ne font pas exception : ils se situent à la fois dans la proximité immédiate des hauts lieux du savoir (grands lycées, académies des sciences, universités, etc.) et dans l'aire d'influence des lieux du pouvoir. Dans le cas de Berlin, il y a même concordance parfaite à la *Kriegsschule*, dans la mesure où cette institution représente à la fois un haut lieu pour la géographie et pour le pouvoir militaire. Berlin, peut-être en raison d'un effet de taille, la ville est en effet à l'époque nettement moins peuplée et étendue que les deux autres, constitue l'exemple parfait de la concentration spatiale de ces différents hauts lieux. Bien qu'encore nomade, la *Gesellschaft für Erdkunde* tient toujours séance dans un périmètre étroit, ceint entre l'Université, l'Académie des Sciences et le *Stadtschloss* symbole du pouvoir royal. L'avenue *Unter den Linden*, marqueur de la puissance de Frédéric le Grand, devient alors également la centralité scientifique et géographique de la capitale prussienne (Trautmann-Waller, 2007). A Paris, la Société de Géographie ne quitte

guère des yeux les Tuilleries ou le quartier Saint-Germain, tandis que la *Royal Geographical Society* se distingue par sa proximité avec le palais de Buckingam. Ces villes pourtant s'étendent rapidement à cette époque, mais les sociétés font le choix de se positionner au cœur des capitales. Et alors même que les modalités d'intervention politique divergent fortement entre ces trois sphères, oscillant d'un centralisme absolu en France à la force des initiatives privées en Grande-Bretagne (Schalenberg et Vom Bruch, 2004), l'emplacement et la situation des lieux de savoirs géographiques font apparaître une force centripète les retenant dans l'orbite du pouvoir. Symboliquement parlant, l'emplacement des nouveaux lieux du savoir géographique est donc hautement significatif et ne laisse pas d'interroger les liens plus profonds qui unissent ces deux champs.

- 29 Pour compléter ces analyses de la situation des sociétés de géographie, leur composition sociologique offre également un matériau d'un grand intérêt. Dominique Lejeune a mené une vaste étude des membres de la Société de Géographie de Paris (1992, 1993). Il remarque tout d'abord que la cotisation d'entrée est assez élevée : vingt-cinq francs pour entrer plus trente-six francs par an, ce qui forme déjà une barrière par le cens. Ensuite, il classe les membres en trois grandes catégories dominantes : les fonctionnaires, en particulier venus du monde militaire (armée et marine), constituent un premier groupe ; le deuxième est formé des employés d'État, parmi lesquels les professeurs de collège et lycée ; enfin le troisième ensemble regroupe des membres de l'aristocratie, eux aussi particulièrement nombreux. D. Lejeune distingue aussi les membres et les réels animateurs de la société, qui ne constituent au plus qu'une quarantaine de personnes, dont les noms reviennent en permanence dans les bulletins. Dans ce noyau dur, l'appartenance à l'aristocratie est encore plus marquée, ainsi que les liens avec l'armée. La liste des présidents de la société donne également à voir combien les représentants du monde politique comptent dans le contingent des membres. De grands noms, tels que le Marquis De Laplace, le Marquis de Chateaubriand ou encore le Comte de Chabrol-Volvic occupent le haut de l'affiche. Même si D. Lejeune rappelle que ce titre possède une fonction essentiellement honorifique et que les présidents sont là pour donner du lustre à la société (1993), les accointances avec le politique ne se traduisent pas seulement d'un point de vue géographique. Les deux autres sociétés partagent plusieurs points communs avec leur consœur parisienne : un droit d'entrée relativement élevé, qui de fait limite l'accès aux notables, et une participation très forte du monde aristocratique, politique et militaire. Dû à un effet de taille et de la société elle-même (une trentaine seulement de membres fondateurs) et du paysage scientifique de la capitale prussienne, cela est tout de même un peu moins vrai du côté berlinois : de grands noms scientifiques l'intègrent, tels que Carl Ritter, Heinrich Berghaus, Alexander von Humboldt, mais l'aristocratie y possède un poids un peu moindre. Ce n'est en revanche pas du tout vrai du côté londonien, où les aristocrates et militaires se taillent la part du lion (figure 5).

Figure 5 : Sociologie des membres de la Royal Geographical Society entre 1830 et 1860
(Réalisation : Laura Péaud)⁷

Catégorie	Effectif	% de membres
Armée	246	19
Aristocratie	932	72

Autres	124	9
Total	1302	100

- 30 Les sociétés de géographie apparaissent donc comme de « libres associations de notables » (Lejeune, 1992 : 162), nettement liées par la qualité de leurs membres au monde du pouvoir, ce qui là encore remet en cause l'idéal universaliste qu'elles défendent pourtant. Le monde politique entre de plain-pied dans les nouveaux lieux consacrés à la géographie, traduisant par là l'intérêt stratégique à se tenir au plus près de l'actualité scientifique sur l'état du monde.

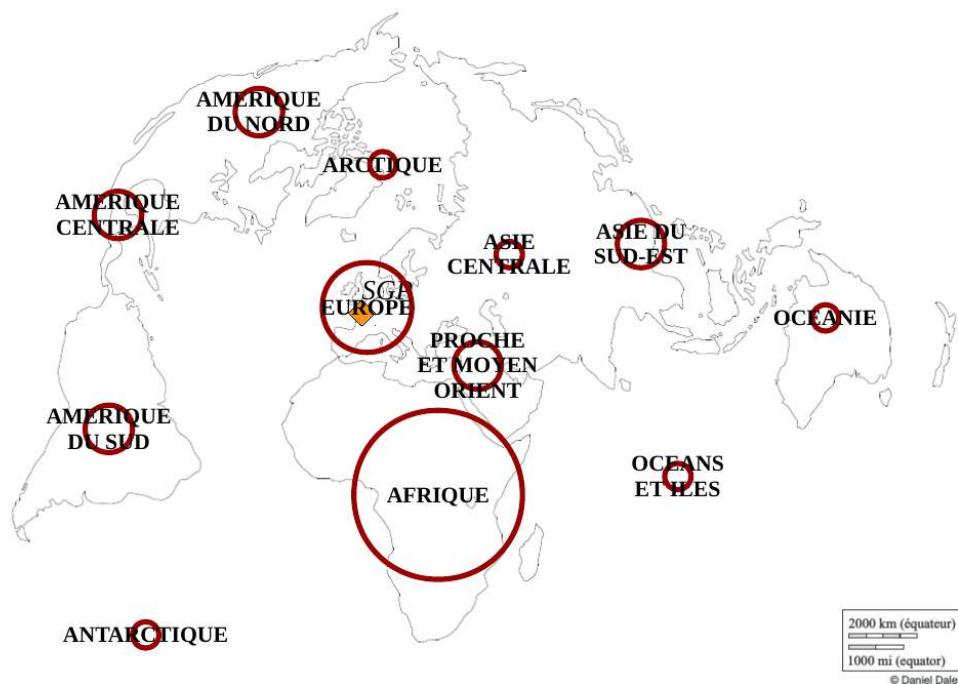
III – Une nationalisation des savoirs géographiques ?

- 31 Allons plus loin que la dimension institutionnelle et sociologique, en observant pour finir un niveau épistémologique, qui concerne l'ensemble de l'outillage intellectuel, méthodologique et pratique qui préside à l'élaboration des savoirs géographiques.

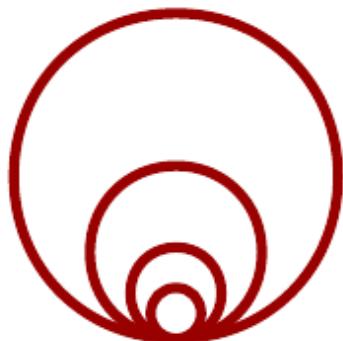
A) Nationalisation des objets de curiosité

- 32 Un premier effet de nationalisation de la fabrique géographique se situe du côté des objets pris en charge par les sociétés. Les trois cartes suivantes (figures 6, 7 et 8) représentent les périmètres d'objets pris en charge par chacune des sociétés entre 1840 et 1860 : elles mettent en évidence que les curiosités géographiques se trouvent influencées par les besoins politiques, économiques ou militaires. Et ce d'autant plus les nations se lancent dans le processus de la colonisation. Les regards des géographes se tournent alors vers les centres d'intérêt des acteurs politiques et des politiques menées, ce qui dessinent des cartographies d'objets nationalisées.

Figure 6 : Carte des périmètres d'objets pris en charge par la Société de Géographie de Paris (1840-1860) (Réalisation : Laura Péaud, 2014)



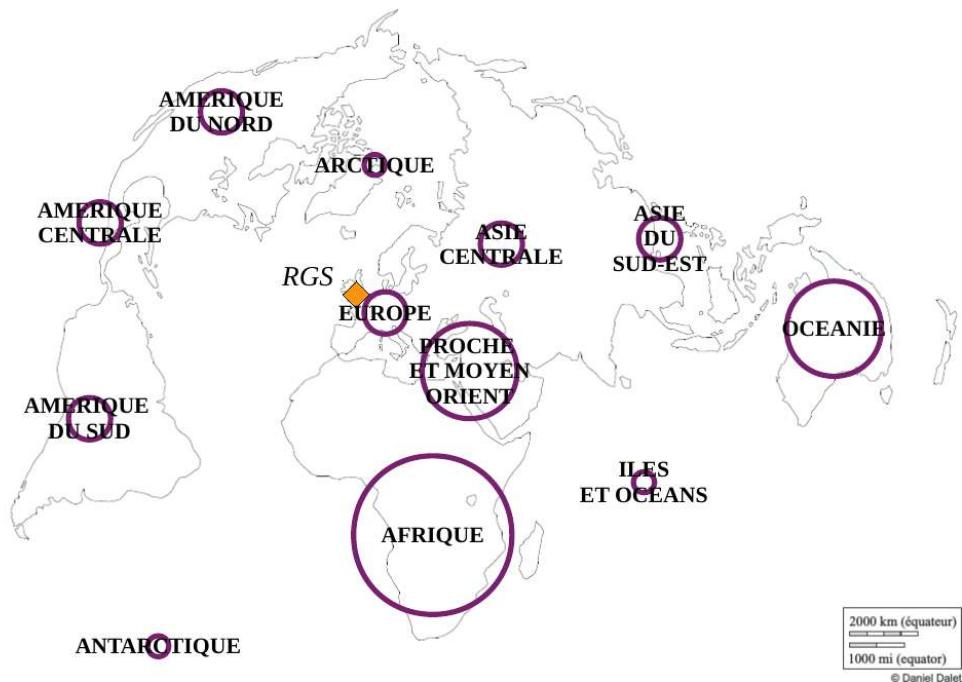
Conventions



Proportion des aires régionales

³³ Du côté de la société parisienne (figure 6), on remarque une passion pour le continent africain, qui domine très nettement les autres espaces. Cette attraction de l'Afrique est d'ailleurs commune aux trois sociétés, il domine aussi pour la société londonienne et suit l'Europe de près pour les géographes berlinois. L'Europe demeure encore un pôle d'intérêt non négligeable pour les géographes français ; mais ensuite les autres sous-continent ou régions du monde sont assez également marginalisés. La cartographie des périmètres d'objets géographiques français se révèle donc très concentrée sur deux régions phares, centripètes, qui reflètent les intérêts français très tournés alors vers le processus colonial. La carte française partage cependant avec les deux autres une marginalisation des pôles et des espaces périphériques d'une manière générale (comme les îles), qui comptent faiblement.

Figure 7 : Carte des périmètres d'objets pour la *Royal Geographical Society of London* (1840-1860)
(Réalisation : Laura Péaud)



34 Conventions

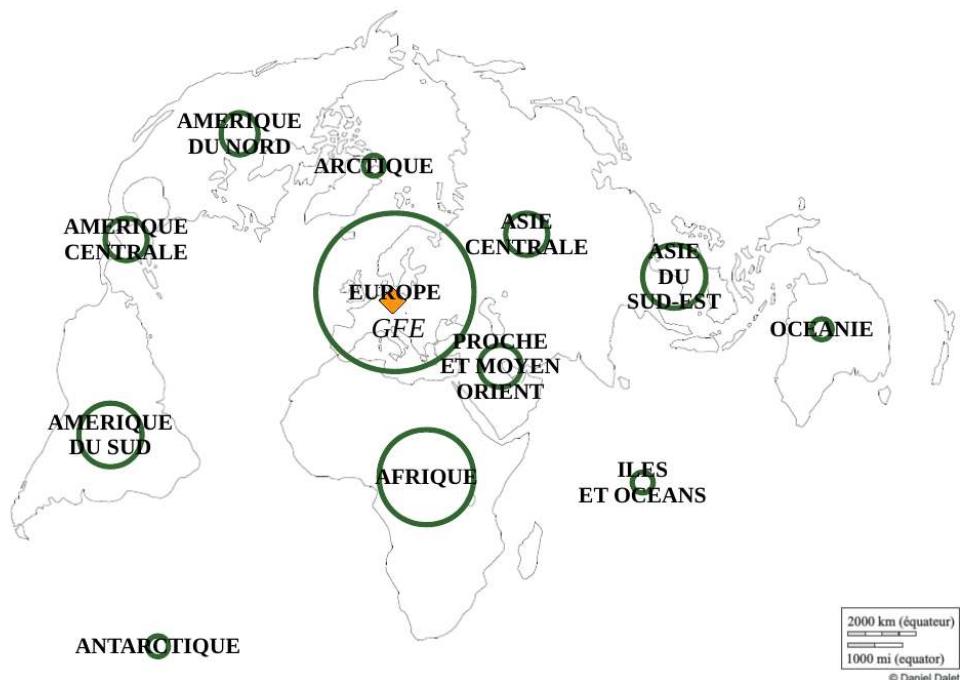


25 %
15 %
10 %
5-10 %
< 5 %

Proportion des aires régionales

- 35 Pour la société londonienne (figure 7), une configuration plus polycentrique apparaît, mais dominée également par l'Afrique. L'Océanie et le Proche et Moyen-Orient se taillent aussi une part non négligeable, qui contraste totalement avec la place que ces régions occupent pour Paris ou Berlin. Cette carte révèle clairement une coïncidence entre les intérêts coloniaux et commerciaux de la Grande-Bretagne et les curiosités géographiques. Cela est d'autant plus visible que l'Europe occupe une place relativement marginale, contrairement aux deux autres sociétés où elle compte encore comme un objet géographique majeur. Mais pour les géographes britanniques, le regard porte bien au-delà du vieux continent, et cela apparaît comme une constante tout au long de la période.

Figure 8 : Carte des périmètres d'objets pour la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* (1840-1860)
(Réalisation : Laura Péaud, 2014)



Conventions



25 %	Proportion des aires régionales
18 %	
10 %	
5-10 %	
< 5 %	

- ³⁶ Côté berlinois enfin (figure 8), le regard porte majoritairement sur l'Europe, qui distane les autres régions du monde en termes de curiosité géographique. Seule l'Afrique sort quelque peu du lot, signe que les intérêts européens convergent globalement vers ce continent. On retrouve enfin les signes de la présence économique de la Prusse : l'Amérique du Sud, où quelques tentatives de colonisation allemande ont eu lieu, et l'Asie du Sud-Est, en particulier la Chine, se distinguent.
- ³⁷ Même si les trois sociétés partagent des intérêts (Afrique) et des désintérêts relatifs (Arctique,) communs, des spécificités nationales apparaissent bien. Elles distinguent nettement les périmètres géographiques pris en charge par chacune des trois sociétés. Il ne faudrait cependant pas conclure sur une domination des questions économiques et marchandes sur le paysage géographique européen du milieu du XIXe siècle. Pour autant, ces préoccupations, liées de très près à la gloire nationale, orientent peu à peu les savoirs

géographiques en favorisant une dimension sociétale et contribuent à forger leur caractère synthétique entre science de la nature et science des sociétés.

B) Quelle place pour l'objet « nation » ?

- 38 Si les centres d'intérêt des sociétés de géographie paraissent coïncider avec les sphères d'influence économico-politiques de leur nation respective, qu'en est-il alors justement de la « nation » en tant qu'objet géographique ? Même si la « nation » n'est pas dominante d'un point de vue quantitatif, les enjeux nationaux ressortent tout de même de la lecture des bulletins des sociétés de géographie et des ouvrages de l'époque. Les géographes des sphères prussienne et française semblent en particulier porter un regard neuf sur l'idée de nation et sur leur pays, tandis que les géographes britanniques ne manifestent pas d'intérêt quant à cette question, sans doute en raison de l'ancienneté de la conscience et de la réalité nationale britannique.
- 39 Du côté prussien, les années 1840 et 1850 sont marquées par la montée en puissance de l'idée d'unification allemande. À l'idée d'une culture germanique unie et unique, les géographes prussiens et allemands répondent par les arguments du sol et de la nature. Plusieurs articles parus dans le bulletin de la *Gesellschaft für Erdkunde* plaident pour l'idée que les géographes aussi, à leur niveau, doivent contribuer à l'effort d'unification nationale. L'entrée géologique revient à plusieurs reprises (voir par exemple : BGFE, 1846 (NF, T3)) et forme un enjeu majeur : il s'agit de prouver que la nature a voulu une Allemagne unique et unie. Cette appropriation et cette défense du territoire allemand passe en outre en grande partie par le *medium cartographique*, qui permet visuellement de s'imprégner des dimensions du territoire allemand rêvé. Deux des principaux cartographes et géographes de l'époque, Heinrich Kiepert et Heinrich Berghaus, s'y essayent à la fin des années 1840. Et les thématiques choisies ne le sont pas au hasard : carte des nationalités de l'Allemagne pour l'un et cartes des langues et dialectes pour l'autre.
- 40 Pour les géographes français, l'attention portée à la question nationale se manifeste, paradoxalement, par une curiosité accrue à propos de son histoire : il faut démontrer l'antériorité historique de la France. Comme l'écrit Vivien de Saint-Martin en 1856, l'enjeu est de trouver les preuves d'un passé ancien : « Ces titres d'origine qu'aucune nation de l'antiquité n'avait pu conserver et auxquels on suppléa plus tard par des récits légendaires, les études savantes de notre époque les ont en partie retrouvés. » (BSGP, 1856 (S4, T12) : 25). Les géographes sont mis à contribution dans ce processus de positivation et de scientification de l'histoire française. Entre 1853 et 1858, le passé apparaît comme une thématique récurrente. Dès 1853, un premier article interroge l'étymologie des noms des provinces françaises (BSGP, 1853 (S4, T5)). Mais dans les années suivantes, c'est l'horizon historique de la France antique, la Gaule, qui est très largement mobilisé. En 1856, l'emplacement d'Alésia devient sujet de discussion :
 Une découverte récente, faite dans le département du Doubs, entre Ornans et Salins, vient d'attirer l'attention des archéologues, en Bourgogne comme en Franche-Comté, et même de susciter entre eux une assez vive polémique que, à l'occasion de l'intéressante question d'histoire et de stratégie que soulève la position d'Alésia, cette ville fameuse, dont la prise et l'occupation par Jules César mit un terme à l'héroïque résistance de nos ancêtres ; événement dont l'importance est telle qu'il est également superflu de la signaler, et intéressant d'en découvrir le véritable théâtre : cette polémique semble rappeler

l'ancienne querelle qui, au temps des Arabes, divisait les Séquaniens et les Eduens. (BSGP, 1856 (S4, T12) : 94)

- 41 La fixation des hauts-lieux du passé national paraît ainsi une des plus importantes missions que les géographes doivent remplir. La question de l'emplacement d'Alésia revient encore l'année suivante (BSGP, 1857 (S4, T13)). Cette thématique ne touche pas seulement Alésia, mais tout ce qui concerne la Gaule, qui constitue l'horizon géographique et historique de prédilection pour fonder avec force les cadres de la nation française. En 1860, c'est le département fraîchement français de la Savoie qui est ainsi mis à l'honneur, à travers le compte-rendu du guide réalisé et publié par Adolphe Joanne :

La Savoie a pour limites, au nord, le lac Léman, qui la sépare des cantons suisses de Vaud et de Genève ; à l'ouest, le Rhône, qui coule entre elle et le département de l'Ain : au sud la rivière de Guiers et de hautes crêtes de montagnes qui la séparent de l'ancien Dauphiné, ou des départements des Hautes-Alpes et de l'Isère ; à l'est enfin, la chaîne des Alpes qui la sépare du Piémont et du Valais. Défendue de ce dernier côté par les plus hautes montagnes d'Europe et d'un autre par une ligne de pics, par le Léman et le Rhône, elle n'est facilement accessible que du côté de la France par le lac du Bourget et la vallée du Graisivaudan (*sic*). La nature l'avait donc rendue éminemment française, si déjà elle ne l'avait toujours été par sympathie et par besoin. (BSGP, 1860 (S4, T20) : 276-277)

- 42 Comme leurs collègues prussiens, les géographes français invoquent donc aussi la nature comme motif de découpage des territoires nationaux. Des deux côtés du Rhin, les savoirs géographiques participent donc de l'élaboration de cadres nationaux, que l'on veut alors scientifisés et objectivés.

C) Nationalisation de l'écriture géographique ?

- 43 Les périmètres d'objets ne sont pas les seuls indices qui plaident pour une nationalisation des savoirs géographiques. La façon de nommer et de mesurer le monde dépend en effet, et ce de plus en plus, de l'endroit d'où l'on parle et contribue à le définir. Avec la conquête progressive du monde par quelques nations européennes, la toponymie se modèle en fonction des dominations territoriales. Chacun nomme pour signaler la primauté de sa présence sur un territoire ou renomme pour indiquer sa légitimité à posséder tel ou tel territoire, ce qui peut donner lieu à un véritable palimpseste toponymique, comme le constate Jomard au milieu des années 1840 :

La division des Océans et leurs dénominations, celles des différentes parties du globe, celles de l'Océanie, sont aujourd'hui, et seront encore longtemps le sujet de nombreuses dissidences entre les navigateurs et géographes anglais, russes, français, américains, hollandais, portugais, espagnols, etc. Il serait utile de simplifier ces divisions, surtout de les dénommer d'une manière commune. (BSGP, 1847 (S3, T7) : 255)

- 44 « Les dénombrer d'une manière commune » apparaît alors comme un vœu pieu, tant les terminologies géographiques sont liées à l'exercice d'un pouvoir (militaire, économique ou politique) sur un territoire et qu'ils représentent ce pouvoir. Tous les géographes, ou presque, font le constat de la difficulté de passer d'une langue à l'autre (de la langue indigène à la langue maternelle européenne, mais aussi entre les différentes langues européennes). En revanche, la solution proposée ne passe pas par une universalisation des notations, comme l'ambition d'une science géographique universelle et internationale pourrait le souhaiter, mais par une nationalisation des écritures et des prononciations : le véritable enjeu de la dénomination du monde réside dans la mise en

avant du prestige national de chacun, comme cette remarque de Cortambert le laisse entendre :

Franchissons le Grand Océan (qui n'est plus le Pacifique), entrons dans l'Océanie, et remarquons-y, du moins dans la partie orientale, des noms indigènes harmonieux, doux, presque unanimement composés de voyelle. Ici encore prenons garde aux lettres étrangères : n'appelons pas la plus grande des Sandwich *Owhyhee*, à la manière anglais, mais *Haouaii*, à la française. On a substitué avec raison à l'orthographe étrange *Eaheino-Mauwee* celle d'*Ica-na-Maoui*. Les îles *Hamoa* paraissent s'appeler plus correctement *Samoa* ; le vrai nom des îles situées au S.-O. Des Mariannes n'est pas sans doute *Pelew*, mais *Palos*, suivant l'orthographe espagnole. (BSGP, 1846 (S3, T6) : 60-61)

- 45 Choisir l'orthographe française plutôt qu'anglaise, voici l'option retenue par Cortambert. Est-ce pour une facilité de prononciation ou simplement pour ne pas froisser l'orgueil français ? Cette solution avancée par Cortambert interpelle dans la mesure où il dénonce dans un premier temps de son article la multiplicité des dénominations de certains lieux, ce qui irait à l'encontre d'une science géographique unique et universellement cohérente, mais il opte, sans exprimer la conscience des effets de son choix, pour une nationalisation évidente des toponymes. Ce phénomène de construction toponymique a été bien analysé par P. Pelletier sur le Japon et l'Extrême-Orient : le XIXe siècle est celui de l'imposition d'un ordre géographique européen sur des réalités éloignées, grâce notamment à la dénomination (Pelletier, 2011). Les grands découpages du monde (Occident, Orient) sont ainsi peu à peu fixés, selon des délibérations historiques et géographiques qui sont celles de l'Europe. Le vieux continent continue ainsi son œuvre de découpage du monde (Grataloup, 2009). La métageographie imposée par les États à travers la toponymie vient influencer les schèmes mentaux des géographes et contraint ainsi les ambitions universalistes.
- 46 Cette réalité se vérifie également pour d'autres notations géographiques, telles que le choix des systèmes de mesures qui connaît aussi un phénomène de nationalisation. Les gouvernements sont par exemple en cause dans l'indétermination du méridien, mais les géographes ne jouent pas tous non plus également le jeu de l'universalité des mesures. En 1851, Jomard, partisan infatigable de l'uniformisation des mesures géographiques (qu'elles soient orthographiques, physiques, météorologiques, longitudinales, etc.), dénonce la frilosité de certains qui rechignent à encourager cette entreprise, sous prétexte d'une trop grande complexité du nouveau système. Il pointe spécialement du doigt la *Royal Geographical Society*, dont le président, Hamilton, freine la mise en place d'un méridien unique :
 Toutefois la Société de Londres, parlant du moins par la bouche de son président, W. J. Hamilton, semblerait peu favorable au projet de donner de l'unité aux notations géographiques, parmi lesquelles, naturellement, figure à l'un des premiers rangs le choix d'un méridien initial. (*ibid.* : 207)
- 47 Les géographes eux-mêmes, du moins certains, font donc aussi le jeu de l'échelon national en refusant l'universalisation des mesures et notations géographiques. Ou plutôt, à la manière des choix toponymiques et orthographiques, ils se complaisent dans un universel teinté de national.

Conclusion

- 48 L'approche spatiale, ainsi que la mobilisation des outils et des concepts géographiques, a permis de faire apparaître une tension entre les échelons du national et de l'universel alors que se mettent en place les premières tribunes destinées à asseoir et à assurer l'autonomie disciplinaire géographique. En dépit d'une volonté initiale, partagée par les trois sociétés, de construire un édifice disciplinaire propre à favoriser une circulation universaliste des savoirs géographiques, ceux-ci se trouvent en réalité de plus en plus intégrés dans et influencés par le processus de construction nationale qui s'opère alors dans l'Europe du premier XIXème siècle.
- 49 Ce travail ne vaut pas uniquement pour lui-même et dans l'éclairage d'un moment de la discipline. D'un point de vue méthodologique, en mobilisant une approche diachronique (1820-1860), comparatiste (France, Prusse et Grande-Bretagne) et centrée sur les lieux, cette analyse des configurations spatiales des premières sociétés de géographie engage également des réflexions heuristiques dans l'effort d'une écriture spatialisée, réflexive et critique de l'histoire de la discipline.

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletins de la Société de Géographie de Paris, 1821-1860
- Bulletins de la *Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 1833-1860
- Bulletins de la Royal Geographical Society, 1831-1860
- Besse, Jean-Marc (2003). *Les grandeurs de la Terre, aspects du savoirs géographiques à la Renaissance*. Lyon, ENS Éditions, 420 p.
- Besse, Jean-Marc (2004). « Le lieu en histoire des sciences. Hypothèses pour une approche spatiale du savoir géographique au XVIème siècle ». MEFRIIM, tome 116 – 2, pp. 401-422.
- Clerc, Pascal (dir.) (2012). *Géographies - Épistémologie et histoire des savoirs sur l'espace*. Paris, CNED SEDES, 312 p.
- Debarbieux, Bernard (1993). « Du haut lieu en général et du mont Blanc en particulier ». *Espace géographique*, Tome 22 n°1, pp. 5-13.
- Debarbieux, Bernard (2010). « Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieu ». *Communications*, 2010/2 n°87, pp. 27-41.
- Grataloup, Christian (2009). *L'invention des continents : comment l'Europe a découpé le monde*. Paris, Larousse, 224 p.
- Jacob, Christian (1992). *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*. Paris, Albin Michel, 537 p.
- Jacob, Christian (dir.) (2007). *Les lieux de savoir. Tome 1 : Espaces et communautés*. Paris, Albin Michel, 1277 p.

- Jacob, Christian (dir.) (2011). *Lieux de savoir. Tome 2 : Les mains de l'intellect*. Paris, Albin Michel, 986 p.
- Jacob, Christian (2014). *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir ?* OpenEdition Press, 122 p.
- Lejeune, Dominique (1993). *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIXème siècle*. Paris, Albin Michel, 236 p.
- Lejeune, Dominique (1992). « Les membres des sociétés de géographie au XIXème siècle ». *Communications*, 54, pp. 161-174.
- Livingstone, David N. (2003). *Putting Science in its Place. Geographies of Scientific Knowledge*. Chicago and London, The University of Chicago Press, 234 p.
- Livingstone, David N., Withers, Charles W. J. (2005). *Geography and Revolution*. Chicago, Chicago University Press, 433 p.
- Livingstone, David N., Withers, Charles W. J. (1999). *Geography and Enlightenment*. Chicago, Chicago University Press, 455 p.
- Malte-Brun, Conrad (1807). « Discours préliminaire ». *Les Annales des voyages, de la géographie et de l'histoire*, vol. 1.
- Pelletier, Philippe (2011). *L'Extrême-Orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*. Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2011, 867 p.
- Schalenberg, Marc, Vom Bruch, Rudiger (2004). « London, Paris, Berlin. Drei wissenschaftliche Zentren des frühen 19. Jahrhunderts im Vergleich. ». *Macht des Wissens. Die Entstehung der modernen Wissensgesellschaft*, Richard van Dülmen et Sina Rauschenbach (Hg.). Köln, Weimar, Wien, Böhlau Verlag, pp. 681-699.
- Schröder, Iris (2011). *Das Wissen von der ganzen Welt. Globale Geographien und räumlich Ordnungen Afrikas und Europas 1790-1870*. Paderborn, Ferdinand Schöningh, 411 p.
- Singaravélu, Pierre (dir.) (2008). *L'Empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation, XIXè-XXè siècle*. Paris, Belin collection Mappemonde, 287 p.
- Trautmann-Waller, Céline, (2007). « Berlin au XIXe siècle : l'Université dans la ville ». *Les lieux de savoir*, tome 1 « Espaces et communautés », dirigé par Christian Jacob, Paris, Albin Michel, pp. 1185-1205.

NOTES

1. Abrégé par la suite en BSGP.
2. Abrégé par la suite en BGFE.
3. Traduction : « Le but de la société est la promotion de la géographie, au sens le plus vaste du terme, grâce à une libre communication. »
4. Traduction : « Il fut soumis que, parmi les nombreuses sociétés littéraires et scientifiques établies dans la métropole britannique, une désirait toujours compléter le cercle des institutions scientifiques dont les seuls objets doivent être la promotion et la diffusion de la plus intéressante et divertissante branche de la connaissance, la géographie ; qu'une nouvelle et utile société peut par conséquent être formée, sous le nom de société géographique de Londres ; que l'intérêt produit par son département scientifique est universellement ressenti ; que ses avantages sont de première importance pour l'espèce humaine en général, et capital pour le bien-être d'une nation

maritime telle que la Grande-Bretagne, avec ses nombreuses et étendues possessions extérieures. »

5. La légende est commune aux trois figures et apparaît après la figure 4, ci-dessous.

6. Traduction : « La science est-elle ordonnée par un contexte urbain ? Ou est-elle plutôt une œuvre de l'esprit, dont les expériences, les textes et les théories proviennent certes de lieux précis, mais sans pour autant leur être liés de manière causale ? »

7. Remarque : dans le tableau, le double compte armée/aristocratie n'est pas effectué. Lorsqu'un aristocrate est en même temps militaire, il est comptabilisé dans la catégorie « armée ». Ce qui indique que la catégorie « aristocratie » est légèrement sous-estimée.

RÉSUMÉS

La fondation des sociétés de géographie de Paris, Berlin et Londres dans les années 1820 constitue un des symboles les plus forts de la création d'une nouvelle discipline indépendante et solide. En France, Prusse et Grande-Bretagne, les géographes espèrent que leur champ soit considéré comme une vraie discipline. Pour atteindre ce but, ils structurent progressivement les savoirs géographiques selon des principes de scientificité. Cet article vise à saisir les bases épistémologiques et institutionnelles qui structurent la jeune discipline, pour mettre en avant les façons de faire partagées par les trois pays, dans un esprit de coopération scientifique, et aussi les différences nationales, dans un contexte de concurrence et d'affirmation nationale.

A fundação das sociedades de geografia de Paris, Berlim e Londres, nos anos de 1820, constitui um dos símbolos mais fortes da criação de uma nova disciplina independente e sólida. Na França, Prússia e Grã-Bretanha, os geógrafos esperavam que fosse considerada como uma disciplina real. Para alcançar esse objetivos, estruturaram gradualmente os conhecimentos geográficos segundo os princípios científicos. O presente artigo tem como objetivo investigar as bases epistemológicas e institucionais que estruturaram a nova disciplina destacando as semelhanças compartilhadas entre os três países, em um espírito de cooperação científica, e também as diferenças nacionais, em um contexto de concorrência e afirmação nacional.

The foundation of the geographical societies of Paris, Berlin and London during the 1820's constitutes the major symbol of the creation of an independent and consistent discipline. In France, Prussia and Great-Britain, geographers expect that their field will be considered as a proper science. In order to complete this aim, they gradually organise geographical knowledge according to scientific patterns. This paper intends to question the epistemological and institutional foundations that structure the discipline, in order to highlight the ways shared by the three countries, in a spirit of scientific cooperation, and also to reveal the national manners to do geography, in a context of national competition.

La fundación de las sociedades de geografía de Paris, Berlin y Londres en los años 1820 constituye uno de los símbolos más fuertes de la creación de una nueva disciplina independiente y sólida. En Francia, Prusia y Gran Bretaña, los geógrafos anhelaban que fuera considerada como disciplina real. Para llegar a su objetivo, estructuraron gradualmente los conocimientos geográficos según los principios científicos. Este artículo tiene como objetivo captar las bases etimológicas e institucionales que estructuran la nueva disciplina destacando las similitudes entre los tres

países bajo una cooperación científica, y también las diferencias nacionales, en un contexto de competencia y de afirmación nacional.

INDEX

Index géographique : Europa, Paris, Berlim, Londres, França, Prússia, Reino Unido

Mots-clés : sociétés de géographie, coopération scientifique, concurrence nationale

Keywords : societies of geography, scientific cooperation, national competition

Palabras claves : sociedade de geografia, cooperación científica, competencia nacional

Palavras-chave : cooperação científica, concorrência nacional

AUTEUR

LAURA PÉAUD

Docteur en géographie, UMR 5600 – EVS

laura.peaud@gmail.com